



Quelles stratégies d'adaptation au changement climatique en Méditerranée ?

Synthèse des 3 échanges inter-rives 2025
Maroc, France, Égypte



➤ Un projet coordonné par la Fondation FARM avec le soutien de ses partenaires :
CIHEAM Montpellier, Initiative « 4 pour 1000 », Crédit Agricole du Maroc, Caisses régionales du Crédit Agricole (Alpes Provence, Corse, Languedoc, Provence Côte d'Azur, Sud Méditerranée), Crédit Agricole Italia et Initiative AAA.



Fondation
pour l'agriculture
et la ruralité
dans le monde
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE



AACC-Med : un projet de coopération inter-rives

La Fondation FARM a lancé en 2024 le projet AACC-Med (Adaptation des agricultures au changement climatique en Méditerranée), en construisant un partenariat d'envergure réunissant des institutions méditerranéennes engagées face aux risques climatiques croissants et à leurs impacts sur nos agricultures.

L'objectif du projet est de créer un espace multi-acteurs (professionnels, financiers,

politiques, etc.) durable de dialogue, de coopération et de partage d'expériences pour accompagner les acteurs agricoles à mieux comprendre les impacts du changement climatique, à identifier les leviers d'adaptation déjà disponibles et à en concevoir de nouveaux. Des formulations seront formulées et portées auprès des décideurs.



Livre blanc : L'urgence de l'adaptation

➤ Dès 2024, la publication d'un livre blanc a permis d'établir un diagnostic scientifique solide sur la vulnérabilité des agricultures méditerranéennes.



Télécharger le livre blanc



Carte interactive des initiatives d'adaptation

➤ **En 2025**, le projet est entré dans une phase opérationnelle structurée autour d'échanges inter-rives et de la création d'une cartographie interactive recensant les initiatives d'adaptation. Cet outil vise à rendre visibles les solutions concrètes mises en œuvre dans tout le bassin méditerranéen, à favoriser leur diffusion et à encourager l'émergence de nouvelles pratiques.

Découvrir la carte



➤ **En 2026-2027**, le projet aboutira à la formulation de recommandations stratégiques destinées aux décideurs.

Elle seront présentées lors d'un forum méditerranéen dédié à l'adaptation agricole.



Les températures moyennes dans la zone méditerranéenne devraient encore augmenter entre +3,7 et +5,6°C au cours du 21^{ème} siècle.



Le niveau de la mer monte déjà à un rythme de 2,8 millimètres par an, représentant une hausse de 37 à 90 centimètres d'ici 2100.



Les sécheresses devraient augmenter en durée et être 5 à 10 fois plus fréquentes à la fin du 21^{ème} siècle, en particulier en Afrique du Nord.



Les débits fluviaux méditerranéens devraient diminuer de 12 à 15 % d'ici 2100.

Échanges inter-rives : coopérer pour relever les défis agricoles et alimentaires méditerranéens

Les **échanges inter-rives** combinent **visites d'exploitations, ateliers participatifs et conférences multiacteurs** pour restituer les enseignements.

Ils rassemblent des agriculteurs, des techniciens, des chercheurs, des financeurs et des décideurs. Les événements alternent immersion sur le terrain (observations de pratiques : irrigation, diversification, agroécologie, élevage) et sessions de travail en collectif.

L'objectif est de **documenter** et de **partager les pratiques d'adaptation** déjà à l'œuvre – changement de cultures, diversification, conservation des sols, agroécologie, agroforesterie – tout en

identifiant collectivement les leviers et les freins à leur déploiement, en particulier financiers pour **co-construire une stratégie méditerranéenne d'adaptation**.

Ces rencontres se sont tenues dans plusieurs pays hôtes (Maroc, France, Égypte en 2025) en partenariat avec des acteurs locaux et incluent des conférences publiques.

Parmi les 200 participants aux échanges, une trentaine d'agriculteurs venus des rives nord et sud du bassin méditerranéen ont visité des exploitations et partagé leurs pratiques.





Les échanges inter-rives **créent un pont opérationnel entre savoirs locaux et décisions politiques**, accélèrent l'adoption de pratiques résilientes et produisent des recommandations actionnables pour financer et soutenir l'adaptation agricole en Méditerranée. Ils constituent un levier concret pour transformer des initiatives locales en stratégies régionales partagées.

A l'issue de ces échanges, les participants ont formulé des recommandations orientées vers l'action : partager les expériences, co-construire des itinéraires techniques adaptés aux contextes locaux et mobiliser des financements mixtes pour limiter les risques liés à la transition ou co-porter les risques liés à la transition.

> Impacts observés <

- **Transfert rapide de solutions concrètes** : visites et témoignages permettent d'adopter ou d'adapter des techniques déjà éprouvées (goutte à goutte, compostage, diversification, labels).
- **Création d'un espace de dialogue inter-rives** favorisant la mise en réseau d'agriculteurs et d'acteurs institutionnels, condition essentielle pour la diffusion et la pérennisation des pratiques.
- **Influence sur les politiques et financements** : ateliers dédiés au financement et aux politiques publiques susceptibles d'orienter instruments financiers locaux et régionaux, création de groupes d'échanges.
- **Visibilité et reproductibilité** : avec l'appui de la cartographie réalisée par FARM, les bonnes pratiques sont capitalisées, facilitant la réplication des initiatives et le passage à l'échelle des solutions efficaces.

➤ **La Fondation remercie chaleureusement les partenaires techniques qui ont contribué à l'organisation des Échanges inter-rives** : AGRIBIOVAR, Association marocaine de l'agriculture de conservation (AMAC), Egyptian Association for Sustainable Development (EASD), ENAM, FERT et FERT Maroc, INRAE.



01

➤ Enjeu clé : Eaux et sols : le fer de lance de l'adaptation

« On a parlé de techniques agricoles, de ce que nous faisons mais nous avons surtout compris que nos faiblesses, sur la mécanisation ou les semences, pouvaient être comblées par les forces de nos voisins méditerranéens. »

Yann Kalkan, agriculteur turc participant à l'échange inter-rives en France

Les échanges organisés dans le cadre du projet AACC-Med mettent en lumière une réalité partagée et pressante : face aux sécheresses et à la dégradation des sols, **les leviers techniques existent, mais ils ne produiront d'effets que s'ils sont partagés, adaptés et déployés à l'échelle.**

Sur le terrain, les participants ont insisté sur l'importance des « laboratoires vivants » (living labs) pour **tester et valider des pratiques de conservation des sols et d'économie d'eau.** Ces parcelles-ateliers permettent d'expérimenter le semis direct, les rotations longues, l'exploitation des résidus et l'introduction de cultures fourragères pour rompre la monoculture. L'exemple de l'amandier associé au romarin, illustre bien ce type d'innovation : le romarin stabilise le sol, limite la présence de certains ravageurs et crée un micro-écosystème protecteur autour de l'arbre, démontrant qu'il faut penser en termes d'écosystèmes et non de cultures isolées.

L'agriculture de conservation des sols a été présentée au Maroc comme un levier technique à fort impact. Cet ensemble de pratiques dépasse le non-labour ou le semis direct, il implique rotations adaptées, gestion des résidus, alternances culturales et suivi agronomique rigoureux.

Pour que la technique tienne ses promesses, il est également nécessaire de garantir l'entretien des machines, la disponibilité des pièces et des services de maintenance — un point souvent négligé mais crucial pour la durabilité des pratiques.

La question des **semences et de la mécanisation a été abordée sous l'angle des complémentarités méditerranéennes** : variétés adaptées, banques de semences locales et équipements partagés peuvent combler des lacunes techniques. Les collectifs et coopératives peuvent jouer ici un rôle central en mutualisant l'accès aux semoirs, aux stations météo locales et aux outils d'aide à la décision.

La **gestion de l'eau et la lutte contre la désertification** ont occupé une place majeure dans les échanges. Les pratiques proposées vont de la collecte des eaux pluviales à l'irrigation raisonnée, en passant par l'agroforesterie et l'usage de couverts végétaux pour protéger le sol. Les participants ont rappelé qu'il faut **accepter des compromis** : cultiver en contexte de changement climatique implique parfois de réviser les calendriers, d'adapter les densités de plantation et de prioriser la résilience sur le rendement maximal à court terme.

Les discussions ont convergé vers des priorités opérationnelles claires : **renforcer les plateformes d'échanges** (AMAC, centres de recherche, réseaux de paysans relais), **multiplier les laboratoires vivants pour capitaliser des référentiels technico-économiques, investir dans la formation pratique et la maintenance des équipements, et développer des systèmes semenciers locaux résilients.**

02

➤ Enjeu clé :

L'adaptation prend racine dans le collectif

Les discussions ont convergé vers un message opérationnel : **face au changement climatique, aucun agriculteur ne peut s'adapter seul**. Partout, les participants ont rappelé que la résilience agricole se construit d'abord dans le collectif — dans la capacité des agriculteurs à s'organiser, mutualiser, apprendre ensemble et porter des projets communs.



Les **coopératives, les groupements et les centres de conseil agricole jouent un rôle déterminant**. En Tunisie, la mise en commun des moyens, la solidarité et l'entraide entre agriculteurs permettent de mieux affronter les sécheresses, les pertes de récoltes ou la volatilité des prix. Certains agriculteurs formés deviennent des « pilotes », accompagnant leurs pairs et diffusant les pratiques d'adaptation. Au Maroc, les coopératives engagées dans la stratégie Génération Green expérimentent le semis direct, l'agroforesterie, la collecte des eaux pluviales ou l'introduction de variétés plus résistantes. Mais elles doivent encore renforcer leur gouvernance, professionnaliser leur gestion et créer davantage de valeur ajoutée pour devenir de véritables coopératives entrepreneuriales.

Les échanges ont aussi mis en lumière l'importance d'un **accompagnement**

« Sur nos territoires, nous anticipons cette adaptation en accompagnant les agriculteurs, par la recherche, la formation, le collectif tout en cherchant de la rentabilité pour nos exploitations. »

Fabienne Bonnet, agricultrice et présidente de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales

de proximité : diagnostics des besoins, formations techniques, visites de terrain, mise en réseau entre coopératives, appui à la commercialisation. Les centres de conseil agricole et les organisations comme les chambres d'agriculture jouent ici un rôle clé pour **instaurer la confiance, structurer les collectifs et soutenir les jeunes et les femmes** dans leurs initiatives.

La mutualisation du matériel, la fédération des coopératives, la création de labels territoriaux ou climato-intelligents sont autant d'exemples de dynamiques d'innovation collective citées par les participants et à explorer dans les suites du projet AACCC-Med.

L'organisation collective n'est pas un simple outil d'adaptation : c'est son moteur. C'est en partageant les savoirs, en mutualisant les ressources, en professionnalisant la gouvernance des collectifs (coopératives, associations, etc.) et en construisant des coopératives solides que les agriculteurs pourront affronter les chocs climatiques, sécuriser leurs revenus et bâtir une agriculture durable et résiliente.

03

➤ Enjeu clé :

Nouvelles cultures, nouvelles chaînes de valeur

« J'ai démarré la production de grenades en 2011. Depuis, on a lancé quatre nouvelles variétés et on a créé en 2022 la première marque collective française de grenade, première démarche vers l'IGP. Ce que je teste de manière empirique sur ma production de grenades, je le réplique sur mes vignes. »

Pierre Colin, agriculteur, élu à la Chambre régionale d'agriculture d'Occitanie et participant à l'échange inter-rives au Maroc

Au fil des échanges, une réalité s'est imposée : **le changement climatique redessine les cartes agricoles**. De la migration des cépages à la culture de la grenade en France, en passant par les amandiers de Taza ou les essais de figuiers de barbarie et de bananiers dans le Var, chaque témoignage a apporté une pièce du puzzle. L'idée qui a émergé, répétée par de nombreux intervenants, est simple et exigeante : il ne suffit plus d'expérimenter, il faut structurer des filières complètes, opérationnelles et économiquement viables.

À Taza, au Nord du Maroc, par exemple, la reconversion de terres céréalières en vergers d'amandiers, accompagnée par Fert, illustre comment un accompagnement technique personnalisé et l'animation de groupes peuvent faire passer une plantation de l'état embryonnaire à une production structurée. Les participants ont insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des données : sans référentiels technico-économiques partagés, il est impossible d'évaluer la rentabilité réelle d'une nouvelle culture ni d'attirer des acheteurs ou des investisseurs.

La contractualisation et l'existence de débouchés ont occupé une place centrale dans les débats. En Egypte près de Louxor, les participants ont visité une usine de tomates séchées alimentée par la production locale. C'est la garantie d'un marché qui permet aux agriculteurs d'investir et d'adopter de nouvelles pratiques. Sans contrats, sans unités de transformation locales ou sans circuits de commercialisation sécurisés, la plupart des initiatives restent fragiles. D'où l'importance de **mobiliser en amont les industries agroalimentaires, les transformateurs et les pouvoirs publics pour co-construire des chaînes de valeur qui assurent débouchés et prix justes.**



Les collectifs et les GIEE ont été présentés comme des **accélérateurs d'innovation et de diffusion**. Agribiovar, le GIEE Diversification et des collectifs émergents comme Agrumes en Provence montrent comment la mutualisation des savoirs, la formation de « paysans relais » et la collecte de données permettent d'accélérer l'apprentissage. Ces structures créent de la confiance, facilitent l'accès aux financements et permettent la mutualisation d'équipements coûteux (semoirs de semis direct, systèmes d'irrigation efficaces, stations météo locales).

La coopération transrégionale et la recherche ont été identifiées comme des leviers indispensables.

Les savoirs accumulés dans des contextes plus arides du Sud et de l'Est — itinéraires techniques, variétés climato-intelligentes, pratiques agroécologiques — doivent circuler vers la rive Nord, tandis que la rive Nord peut renforcer la recherche et le soutien technique sur les rives Sud et Est.

Les intervenants ont appelé à des programmes conjoints de R&D, à des échanges de terrains d'essai et à des dispositifs de transferts technologiques pour accélérer l'adoption des espèces et pratiques adaptées.



04

➤ Enjeu clé : Sur le terrain, l'adaptation avance... le financement hésite

« Nous partageons les mêmes craintes entre les rives de la Méditerranée, les agriculteurs font de leur mieux et les institutions financières s'engagent et accompagnent cet effort commun, il nous faut partager sur les mécanismes existants ou en créer de nouveaux pour gagner du temps sur le changement climatique ».

Assawer Hedhli, responsable gestion des risques agricoles à la Caisse tunisienne d'assurances mutuelles agricoles (CTAMA)

développer des offres dédiées, former ses analystes, tester des solutions pilotes et accompagner les agriculteurs dans leurs choix techniques.

Ces deux acteurs ont insisté sur un point : « **dé-risquer** » l'agriculture passe autant par des outils financiers que par un investissement massif dans la formation des équipes, la proximité avec les agriculteurs et la capacité à identifier, puis à labelliser des pratiques d'adaptation crédibles.

En Egypte, financeurs et agriculteurs ont ainsi proposé de créer un groupe d'échange via WhatsApp pour partager des informations essentielles, un outil clé pour rapprocher ces mondes souvent trop éloignés.

Au cœur des débats entre acteurs des deux rives, une évidence s'est imposée : **si l'adaptation de l'agriculture méditerranéenne n'est plus discutée, son financement reste largement à bâtir.** Entre urgence climatique et besoins croissants du terrain, les mécanismes financiers peinent encore à suivre le rythme de la transition, laissant un chantier essentiel inachevé.

Les discussions ont montré que l'enjeu **n'est pas seulement de mobiliser plus de fonds, mais de mieux structurer les outils, de réduire le risque** pour les agriculteurs et pour les institutions financières, et de clarifier ce qui relève réellement de l'adaptation.

ADVANS Tunisie a témoigné de la multiplication des impayés liés aux sécheresses ou aux inondations qui l'a poussée à cartographier les risques climatiques et à adapter ses produits. Le Crédit Agricole du Maroc, de son côté, a décrit son travail pour



L'agence française de développement a rappelé **l'importance d'une approche intégrée combinant financement mixte (crédits-subsidations-assurance), garanties adaptées et accompagnement technique** pour rendre les investissements moins risqués et plus accessibles. Ces mécanismes permettent de réduire le coût du risque pour l'agriculteur, le risque d'impayés mais aussi d'encourager l'adoption de pratiques résilientes et d'**éviter la mal-adaptation**. Mais ils exigent une compréhension fine des besoins locaux et une coordination étroite entre financeurs, pouvoirs publics et monde agricole.

Au fil des interventions, une conviction s'est imposée : **financer l'adaptation, ce n'est pas seulement injecter des ressources, c'est construire un écosystème capable d'identifier les besoins, de qualifier les pratiques, de sécuriser les investissements et d'accompagner les agriculteurs dans la durée**. Les échanges ont montré une volonté collective d'avancer dans cette direction, en posant les bases d'un financement réellement adapté aux réalités du terrain et aux défis climatiques à venir.

Plus que jamais une conviction s'impose : la réussite de la transition passera par la mobilisation de tous les acteurs et s'appuiera sur l'intelligence collective.



Vous souhaitez participer ?

Remplissez le formulaire pour rejoindre les prochaines phases !

Scannez-moi



**Soutenir notre action
en faisant un don**

Scannez-moi ↘



Pour suivre toute l'actualité de la Fondation FARM,
inscrivez-vous à la newsletter sur le site

www.fondation-farm.org

Contact : **contact@fondation-farm.org**

Rendez-vous sur les **réseaux sociaux** :



» **Mentions légales :**

Fondation FARM - 12 Place des États-Unis - 92127
Montrouge cedex

Rédaction : Matthieu Brun, Elodie Gouillat

Mise en page : Marion Couissin

Crédits photos : ©CIHEAM / ©Romain Dufresne /
©Fondation FARM

Imprimeur labellisé Imprim'Vert

Imprimé sur papier certifié PEFC ou FSC

Cette brochure est éco-conçue.

Ne pas jeter sur la voie publique.

